

# DÉFENDRE LA TAXE AU TONNAGE POUR MAINTENIR UNE FLOTTE SOUS PAVILLON FRANÇAIS

La taxe au tonnage n'est **pas une niche fiscale**, c'est un régime fiscal mondial. La supprimer reviendrait à **créer une exception française** en matière de politique maritime.

La suppression de la taxe au tonnage entraînerait **le déclin, voire la fin, de la marine marchande française**.

Alors que la France dispose du 2<sup>ème</sup> espace maritime au monde, **sommes-nous prêts à nous passer d'une flotte souveraine ?**

Septembre 2024

# 1 Les armateurs français, à travers le transport et les services maritimes, animent un secteur clé de l'économie française

**63 armateurs français** sont actifs dans les domaines du transport et des services maritimes dont :

- CMA CGM, numéro 3 mondial du secteur du transport maritime conteneurisé
- 5 ETI présentes dans les secteurs du transport et des services
- 57 PME présentes sur tous les secteurs d'activités

## Un secteur clé pour les entreprises et le pouvoir d'achat

- **90% des marchandises** dans le monde transitent par voie maritime.
- Le secteur maritime français répond aux **besoins spécifiques des entreprises françaises** grâce à ses services de transport qui assurent des flux de marchandises réguliers et fiables.
- Le secteur maritime français soutient le **pouvoir d'achat des Français** en temps de crise (par exemple avec le gel des taux de fret pendant la pandémie de la Covid-19).
- Le secteur maritime français rassemble des entreprises dans des **domaines stratégiques** :
  - Approvisionnements énergétiques
  - Câbliers essentiels pour le déploiement et la maintenance des infrastructures numériques mondiales (46% de la flotte mondiale de câbliers est française)
  - Éolien en mer (30 navires français sont actifs sur les champs éoliens à travers le monde)
  - Cabotage
  - Transport de pièces détachées pour des industries de pointe (Airbus, Ariane)

## Un secteur clé pour l'emploi

- Les armateurs français représentent **26 000 emplois directs et 80 000 emplois indirects** (agents maritimes, assureurs, sociétés de classification, etc.) au sein d'un secteur maritime qui représente un total de 400 000 emplois.
- La flotte de commerce française compte **17 130 marins**, un chiffre en hausse de **+ 43% depuis 2017**.
- L'École Nationale Supérieure Maritime prévoit de doubler ses effectifs d'étudiants d'ici 2027.

## Un secteur clé pour les Territoires d'Outre-Mer

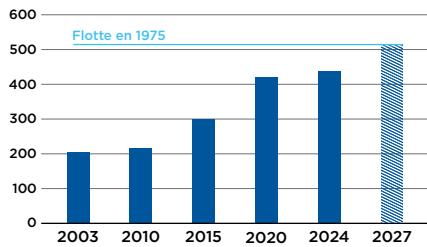
- Le secteur maritime garantit la **continuité territoriale** entre l'Hexagone et les Territoires d'Outre-Mer.
- Le secteur maritime assure **l'approvisionnement** de ces territoires en denrées essentielles.
- Le secteur maritime contribue au **développement économique** de ces territoires en soutenant des secteurs clés comme la pêche, le tourisme ou l'énergie.

# 2 La « taxe au tonnage » est un régime d'imposition européen et mondial essentiel pour maintenir une souveraineté maritime française

- La taxe au tonnage n'est pas une niche fiscale française. C'est un régime fiscal utilisé pour le secteur maritime dans le monde entier – y compris par 22 pays de l'Union européenne. **86 % de la flotte maritime mondiale** est assujettie à ce régime. La supprimer mettrait la France en situation d'**exception fiscale** dans le monde.
- En vigueur en France depuis 2004, c'est **la taxe au tonnage qui a permis d'enrayer le déclin de la flotte française**. Entre 1975 et 2002, la flotte française avait perdu plus de 300 navires. Dans le même temps, les effectifs de marins français avaient été divisés par quatre. La taxe au tonnage a donc parfaitement rempli son rôle en créant de nouveaux emplois de marins français et en permettant à la flotte française de revenir à un niveau comparable à 1975 tout en assurant son renouvellement avec un âge moyen des navires de 7 ans.

### Évolution de la flotte française entre 2000 et 2024 avec projections 2025-2027

Source : Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture



- L'application de la taxe au tonnage est liée au pavillon. Or, il suffit de quelques heures pour changer le pavillon d'un navire en Europe.
- **La taxe au tonnage s'applique de manière forfaitaire**, quels que soient les résultats de l'entreprise. Elle permet donc aux armateurs de **provisionner leurs charges fiscales et garantir des revenus fiscaux** à l'État quelles que soient les conditions de marché.

- Sur la période 2010-2020, **le coût fiscal moyen de la taxe au tonnage a été de 46,4 millions d'euros** par an pour l'ensemble des armateurs français. A partir de 2021, à la suite d'événements mondiaux exceptionnels (pandémie, conflits, développement d'États terroristes), les montants concernés ont évolué **ponctuellement** de manière très importante.

## Comprendre le mode de calcul de la taxe au tonnage

### • Calcul forfaitaire et sectorisation du résultat imposable :

- Le résultat imposable provenant d'opérations directement et uniquement liées à l'exploitation d'un navire éligible est déterminé forfaitairement à partir d'un barème qui est fonction de sa jauge nette.
- Ce résultat est majoré de certaines opérations le cas échéant (exemple : abandon de créances)
- Le résultat imposable qui n'est pas directement lié à l'exploitation d'un navire éligible est déterminé dans les conditions de droit commun.

BÉNÉFICE IMPOSABLE À L'IS = RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ÉLIGIBLES (FORFAITAIRE) + RÉSULTAT DES ACTIVITÉS NON ÉLIGIBLES (DROIT COMMUN)

- **Période décennale** : ce régime s'applique sur option, formulée pour une période irrévocable de dix ans (renouvelable).

- La taxe au tonnage permet donc de :
  - **Maintenir une flotte française de marine marchande** compétitive face à la concurrence des 22 pays de l'Union européenne appliquant la taxe au tonnage et face à la concurrence internationale sous « pavillon de complaisance », qui bénéficient tous de conditions de fiscalité bien plus favorables.
  - **Préserver la diversité des métiers stratégiques** du secteur maritime.
  - **Garantir l'approvisionnement et le transport de 70 % des importations et exportations de la France** et de la quasi-totalité des biens essentiels au bon fonctionnement de l'économie nationale, tels que l'énergie, les médicaments et les matières premières, y compris en temps de crise (Covid 19, pénurie d'eau à Mayotte).
  - **Disposer d'une flotte française mobilisable**, garantissant la souveraineté stratégique de la France dans un contexte géopolitique dégradé et incertain.
  - **Développer une filière française vélique**. La taxe au tonnage représente un levier essentiel pour la robustesse des business models présentés par ces néo armateurs afin de convaincre leurs financeurs et investisseurs.

## 3 Un marché volatile et aléatoire, confronté à des investissements colossaux, en particulier pour la décarbonation du secteur

- **L'instabilité et le caractère très cyclique** qui caractérisent le transport et les services maritimes nécessitent une planification à long terme des investissements.
- **4 à 5 milliards d'euros d'investissements** par an sont nécessaires jusqu'en 2050 pour atteindre les objectifs de décarbonation du secteur.
- **La transition énergétique de la flotte française est une priorité** pour les armateurs français :
  - 8 grands ferries utilisant le GNL (gaz naturel liquéfié) comme carburant rejoindront la flotte de commerce française d'ici 2027 ;
  - De nombreux porte-conteneurs au GNL sont déjà en service et plusieurs dizaines d'autres seront livrés dans les prochaines années ;
  - Près de 40 navires fonctionnant au méthanol sont en commande et seront livrés d'ici 2027 ;
  - 11 navires utilisant la propulsion par le vent ont été construits ou équipés, 14 sont actuellement en commande ou en construction, pour atteindre au moins 50 unités d'ici 2030.

Il est donc important de maintenir le système de la taxe au tonnage afin de ne pas créer une exception fiscale française au risque de voir le secteur maritime français passer sous un autre pavillon européen appliquant ce régime fiscal.

Approvisionnement  
de sables marins



Transport de  
marchandises



Océanographie  
et recherche  
sous-marine



Activités offshore



Pose de câbles  
sous-marins



Services portuaires

Assistance et  
sauvetage



Transport de  
passagers